



Assemblée générale

Distr. générale
18 décembre 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-septième session

Point 147 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine pour l'exercice allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Exécution du mandat	1-7	3
II. Exécution du budget	8	9
A. Ressources financières		9
B. Autres recettes et ajustements		10
C. Contributions non budgétisées	8	10
III. Analyse des écarts	9-23	11
IV. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	24	14



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine, y compris la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka et les bureaux de liaison de Belgrade et de Zagreb, pour l'exercice allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002.

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis. Pour l'exercice budgétaire allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002.)

Catégorie de dépenses	Montants répartis	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	55 406,0	49 627,0	5 779,0	10,4
Personnel civil	62 558,9	63 572,0	(1 013,1)	(1,6)
Dépenses opérationnelles	22 035,1	17 519,6	4 515,5	20,5
Montant brut	140 000,0	130 718,6	9 281,4	6,6
Recettes provenant des contributions du personnel	8 384,5	9 476,9	(1 092,4)	(13,0)
Montant net	131 615,5	121 241,7	10 373,8	7,9
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	104,0	104,0	–	–
Total	140 104,0	130 822,6	9 281,4	6,6

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie de personnel	Postes approuvés	Postes	Taux de
		effectivement pourvus (moyenne)	vacance (en pourcentage) ^a
Observateurs militaires	28	26	7
Officiers de liaison	5	4	20
Police civile	1 850	1 620	12
Personnel international	363	330	9
Personnel recruté dans le pays	1 553	1 486	4
Volontaires des Nations Unies	–	5	–

^a Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont énoncées au chapitre IV.

I. Exécution du mandat

1. Le mandat de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH) a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1035 (1995). Le mandat pour l'exercice considéré dans le présent rapport d'exécution a été défini dans les résolutions 1357 (2001) et 1418 (2002) du Conseil.

2. La MINUBH a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, à savoir, de jeter les fondations d'institutions efficaces, démocratiques et durables pour le maintien de l'ordre public.

3. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a, au cours de l'exercice, contribué à un certain nombre de réalisations en mettant en oeuvre le plan d'exécution de son mandat (voir S/2000/529, par. 34). Les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de ce plan, au moyen de l'exécution de produits clefs, sont présentés dans les tableaux ci-après.

4. Ces tableaux constituent un premier pas vers la définition d'objectifs. En effet, le budget de 2001/02 ne contenait pas de tableau type énonçant les résultats escomptés, qui auraient servi de données de référence pour mesurer l'exécution du budget et en rendre compte. Il a donc été décidé, à titre transitoire, de présenter les données sur l'exécution du budget de la Mission pour l'exercice 2001/02 sous la forme d'un tableau dans lequel les réalisations et produits effectifs pour lesquels l'information est disponible sont indiqués en regard d'indicateurs génériques et de types de produits, plutôt que de données de référence.

Composante 1 : Police civile

<i>Réalisations escomptées</i>	
1.1 Les agents et institutions chargés du maintien de l'ordre public satisfont aux normes internationales; l'opinion publique est sensibilisée aux principes et pratiques démocratiques du maintien de l'ordre; la coopération entre la police civile et le système de justice pénale est renforcée	
<i>Indicateurs de succès</i>	<i>Réalisations effectives</i>
Certification internationale des forces de police locales	Autorisation provisoire délivrée à tous les agents de police; mise en train de la phase finale de l'opération de certification
Achèvement du projet en cinq phases d'analyse des systèmes dans tous les services de police et accréditation par la MINUBH. Sélection de directeurs de la police permanents n'appartenant à aucune organisation politique pour tous les services de police	Achèvement des trois premières phases du projet d'analyse des systèmes dans 13 services de police; accréditation du service de police de Breko. Progrès réalisés dans le processus de sélection des directeurs de la police dans 12 des 14 zones
Amélioration des connaissances techniques des policiers en matière de procédure pénale	Adoption du code de procédure pénale dans les cinq circonscriptions judiciaires de la Republika Srpska et dans 8 des 10 cantons de la Fédération
Fonctionnement efficace des mécanismes de coopération entre les forces de police régionales et nationales	Mise en place de la Force d'intervention conjointe pour la coopération entre les forces de police, qui a réalisé trois opérations. Lancement d'une première opération par la nouvelle Force d'intervention régionale (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Hongrie et République fédérale de Yougoslavie)
Amélioration de la transparence et de la rapidité d'action dans les relations entre la police et la population	Le dernier rapport du Programme des Nations Unies pour le développement sur le système d'alerte rapide a fait état d'un déclin de 40 % des brutalités policières et indiqué que la moitié de la population se déclarait satisfaite du comportement des agents de police
Augmentation du nombre de retours de personnes appartenant à une minorité ethnique dans de bonnes conditions de sécurité	Augmentation de 30 % du nombre de retours de personnes appartenant à une minorité ethnique dans de bonnes conditions de sécurité
<i>Type de produit</i>	<i>Produits effectivement exécutés</i>
Conseil en matière de politique et assistance à la négociation offerts par des experts civils au Groupe international de police (GIP)	Installations des Affaires civiles/GIP dans 21 bureaux extérieurs et au siège

Programmes de formation	18 cours spécialisés; 48 cours universitaires; 6 programmes de formation en cours d'emploi; soit 74 663 personnes formées dans les domaines de la surveillance policière de proximité, des droits de l'homme, de l'amélioration du comportement professionnel des membres de la police et du respect de la légalité
Ministères conseillés	32
Commissariats de police administrés par le GIP	31 (701 membres du GIP)
Commissariats administrés par le GIP et la police locale (partage des locaux)	224 (575 membres du GIP)
Campagnes médiatiques	3

<i>Réalisations escomptées</i>	
1.2 Des institutions chargées du maintien de l'ordre efficaces sont mises en place afin de lutter contre les migrations clandestines, la contrebande, le crime organisé, le terrorisme et la traite des femmes	
<i>Indicateurs de succès</i>	<i>Réalisations effectives</i>
Recul des migrations clandestines, de la contrebande, du crime organisé, du terrorisme et du trafic d'êtres humains	Augmentation du nombre de saisies de marchandises et fonds illicites, d'arrestations de migrants clandestins et d'inculpations de personnes impliquées dans le trafic d'êtres humains Récupération de plus de 4 millions de pièces de munition, de quelque 9 000 bombes, de plusieurs centaines de kilos d'explosifs et de nombreuses armes
<i>Type de produit</i>	<i>Produits effectivement exécutés</i>
Création de postes frontière	Avec 26 postes et 1 800 agents, le Service de la police des frontières contrôle 88 % de la frontière et trois des quatre aéroports internationaux
Mise en place des équipes chargées d'appliquer le Programme spécial de lutte contre le trafic d'êtres humains	100 membres de la police locale supervisés par 46 membres du GIP ont entamé des opérations dans le cadre de ce programme
Création d'une banque de données commune	La liste de suspects comporte 3 000 noms

<i>Réalisations escomptées</i>	
1.3 La Bosnie-Herzégovine participe aux activités du système des Nations Unies	
<i>Indicateurs de succès</i>	<i>Réalisations effectives</i>
Accroissement de la participation de la Bosnie-Herzégovine aux opérations de paix des Nations Unies	Participation de deux contingents pluriethniques de police civile à l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental, de deux équipes d'observateurs militaires des Nations Unies à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée et d'une équipe à la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo
<i>Type de produit</i>	<i>Produits effectivement exécutés</i>
Participation de membres qualifiés de la police locale et de contingents aux opérations de paix des Nations Unies	Participation de 10 membres de la police civile et 25 observateurs militaires

Composante 2 : Appui

<i>Réalisations escomptées</i>	
2.1 L'appui fourni à la MINUBH et à la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka est plus efficace et plus rationnel	
<i>Indicateurs de succès</i>	<i>Réalisations effectives</i>
L'appui fourni, avec le concours du Représentant spécial du Secrétaire général et des bureaux clients, est jugé très satisfaisant	Appui jugé très satisfaisant
État de préparation à la liquidation de la Mission	État de préparation jugé très satisfaisant
<i>Type de produit</i>	<i>Produits effectivement exécutés</i>
Fonctionnaires internationaux recrutés	56
Agents locaux recrutés	42
Personnel formé	279
Paiements effectués	9 406
Contrats et commandes attribués	584
Plan de liquidation	1
Plan de réalisation des avoirs	1
Nombre d'heures de vol effectuées pour transporter le personnel, les fournitures et le matériel	Par avion : 568 heures; par hélicoptère : 525 heures
Nombre d'ordres de travail exécutés – transports	9 688
Nombre d'appels téléphoniques reçus et transférés	2 000 par jour
Nombre de télécopies reçues et envoyées	19 200
Nombre de demandes d'appui informatique traitées – technologies de l'information et de la communication	4 077
Nombre d'ordres de travail exécutés – technologies de l'information et de la communication	1 866
Nombre de membres du personnel formés au système Mercury	68

5. Le mandat de la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka (MONUP) a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution 779 (1992). Le mandat pour l'exercice considéré dans le présent rapport d'exécution a été défini dans les résolutions 1335 (2001), 1362 (2001) et 1387 (2002) du Conseil.

6. La MONUP a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, à savoir, de vérifier la démilitarisation de la péninsule de Prevlaka.

7. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a, au cours de l'exercice, contribué à un certain nombre de réalisations en exécutant les produits clefs présentés dans les tableaux ci-après.

<i>Réalisations escomptées</i>	
Progrès vers un règlement négocié	
<i>Indicateurs de succès</i>	<i>Réalisations effectives</i>
Absence d'incident grave dans la zone contrôlée par l'ONU	Bien qu'aucun incident grave n'ait été rapporté, les violations persistantes du régime de sécurité se sont poursuivies
<i>Type de produit</i>	<i>Produits effectivement exécutés</i>
Rapports du Secrétaire général	2
Pourcentage de violations perpétrées par le régime de sécurité rapportées	100 %
Réunions facilitées avec les autorités locales	32
Patrouilles véhiculées, à pied et d'interposition	Présence assurée 24 heures sur 24 à cinq points 2 444 patrouilleurs Création et dotation en effectifs de 3 postes d'observation
<i>Observations</i> : Bien que les violations commises par le régime de sécurité ne constituent pas une menace à la sécurité et qu'aucun incident grave ne soit survenu dans la péninsule, les parties n'ont pas tiré avantage de l'accalmie pour progresser en direction d'un règlement politique de leur différend.	

II. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis. Pour l'exercice budgétaire allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002.)

Catégorie de dépenses	Montants répartis (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	1 105,4	987,1	118,3	10,7
Contingents	–	–	–	–
Police civile	54 300,6	48 639,9	5 660,7	10,4
Unités de police constituées	–	–	–	–
Personnel civil				
Personnel international	38 562,2	36 899,8	1 662,4	4,3
Personnel recruté dans le pays	23 996,7	26 597,2	(2 600,5)	(10,8)
Volontaires des Nations Unies	–	75,0	(75,0)	–
Dépenses opérationnelles				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	25,1	23,1	2,0	8,0
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	188,7	259,4	(70,7)	(37,5)
Voyages	385,0	444,4	(59,4)	(15,4)
Installations et infrastructure	5 355,8	3 608,6	1 747,2	32,6
Transports terrestres	6 330,5	4 910,0	1 420,5	22,4
Transports aériens	3 023,3	2 323,7	699,6	23,1
Transports maritimes	–	–	–	–
Transmissions	4 287,9	3 566,8	721,1	16,8
Informatique	1 661,5	1 340,6	320,9	19,3
Services médicaux	159,5	98,4	61,1	38,3
Matériel spécial	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	617,8	944,6	(326,8)	(52,9)
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total brut	140 000,0	130 718,6	9 281,4	6,6
Recettes provenant des contributions du personnel	8 384,5	9 476,9	(1 092,4)	(13,0)
Total net	131 615,5	121 241,7	10 373,8	7,9
Contributions volontaires en nature (budgétisées) ^a	104,0	104,0	–	–
Total	140 104,0	130 822,6	9 281,4	6,6

^a Comprend une contribution de la Force de stabilisation évaluée à 104 000 dollars.

B. Autres recettes et ajustements

<i>Catégorie de recettes</i>	<i>Montant (milliers de dollars É.-U.)</i>
Intérêts créditeurs	1 994
Recettes diverses	602
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	–
Économies réalisées au titre d'engagements d'exercices antérieurs, ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	3 143
Total	5 739

C. Contributions non budgétisées

8. Le montant estimatif des contributions non budgétisées effectuées au cours de l'exercice allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 est le suivant :

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Valeur proposée</i>	<i>Valeur réelle</i>
	<i>Dépenses (milliers de dollars É.-U.)</i>	
Accord sur le statut de la Mission ^a	1 751,0	1 751,0

^a Y compris un bureau régional à Banja Luka, un terrain destiné à accueillir un commissariat de police à Tito Drvar, des bureaux provisoires à Sarajevo et l'aéroport-hélistation de Sarajevo de la part du Gouvernement bosniaque, ainsi que des bureaux à Ilica et à Zagreb de la part du Gouvernement croate.

III. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	118,3	10,7 %

9. Le solde inutilisé s'explique par une réduction du montant de l'indemnité de subsistance (missions) en raison d'un taux de vacance de postes se montant à 10 % pour les observateurs militaires. Aucun facteur de vacance n'avait été pris en compte dans le budget.

	<i>Écart</i>	
Police civile	5 660,7	10,4 %

10. Le solde inutilisé s'explique par le taux de vacance élevé (12 %). Aucun facteur de vacance n'avait été pris en compte dans le budget. Compte tenu des plans de réduction des effectifs et de liquidation de la Mission au terme du mandat de celle-ci, à la fin de 2002, les États Membres fournissant des policiers civils à la MINUBH ont été priés de maintenir les niveaux actuels d'effectifs et de revoir leur politique de prorogation des affectations de manière à éviter le rapatriement des policiers nouvellement arrivés avant l'achèvement de leur service d'une année. Peu de pays ont donc remplacé les observateurs et membres de la police qui avaient déjà effectué un service d'une année. Le taux élevé de vacance est dû au fait que les remplacements ont été moins nombreux que prévu et que les frais réels de transport se sont élevés, en moyenne, à 863 dollars, alors qu'il était prévu 1 000 dollars dans le budget.

	<i>Écart</i>	
Personnel international	1 662,4	4,3 %

11. Le solde inutilisé s'explique principalement par le recrutement de personnel international à des classes inférieures à celles prévues dans le budget.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté dans le pays	(2 600,5)	(10,8 %)

12. L'augmentation des crédits est due à plusieurs facteurs. Les nouveaux barèmes des traitements pour le personnel recruté dans le pays, entrés en vigueur le 1er mai 2001, ont connu une augmentation de 4 % par rapport aux barèmes des traitements utilisés dans le projet de budget. En outre, le coût moyen par agent local a été plus élevé que prévu. Les prévisions de dépenses au titre des traitements de cette catégorie de personnel étaient fondées sur l'échelon I de la classe L-3 de la catégorie des services généraux tandis que les salaires effectivement versés ont correspondu à l'échelon V de la classe L-3. Par ailleurs, le taux moyen de vacance de postes au cours de l'exercice considéré était de 4 %, alors que le budget tablait sur un taux de 7,5 %.

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis.

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	(75,0)	–

13. Dans le cadre des efforts menés par la MINUBH pour faire face au niveau exceptionnellement élevé de postes vacants pour le personnel civil international, cinq Volontaires des Nations Unies ont été recrutés, à titre provisoire, pour occuper cinq postes vacants destinés à des civils (ces postes ont été gelés pour la durée de l'affectation des Volontaires).

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	2,0	8 %

14. Le solde inutilisé s'explique par des dépenses moins élevées que prévu, au cours de l'exercice considéré, pour financer le remplacement provisoire de membres du personnel en congé de maternité.

	<i>Écart</i>	
Consultants	(70,7)	(37,5 %)

15. Le dépassement est principalement dû aux formations dispensées en vue d'améliorer l'efficacité de l'appui à la Mission dans les domaines de l'administration et de l'assistance technique, de la sécurité, de la planification et de la reprise après un sinistre.

	<i>Écart</i>	
Voyages	(59,4)	(15,4 %)

16. Le dépassement est dû principalement à l'augmentation des dépenses liées aux voyages à des fins de consultations politiques en rapport avec le mandat et le plan de liquidation de la MINUBH, ainsi qu'à la nécessité de mettre sur pied une mission qui prendra le relais de la MINUBH après l'achèvement du mandat de cette dernière.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	1 747,2	32,6 %

17. Le solde inutilisé s'explique par le fait que la quantité de matériel et de fournitures achetées a été moins importante que prévu en raison de la liquidation de la MINUBH. Des efforts particuliers ont été faits pour utiliser les stocks disponibles et réduire ainsi la quantité d'articles devant être transférés à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi et aux autres missions lors de la liquidation. En outre, l'installation de 10 centres du GIP dans des commissariats locaux a permis de réduire les dépenses au titre de la location de bureaux et des services collectifs.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	1 420,5	22,4 %

18. Le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que les véhicules ont coûté moins cher que prévu et que l'utilisation du stock disponible a permis de réduire les achats de pièces détachées. Compte tenu de la liquidation de la Mission, les achats ont été limités au strict minimum.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	699,6	23,1 %

19. Le solde inutilisé s'explique principalement par une diminution des heures supplémentaires pour les opérations en hélicoptère par rapport aux prévisions budgétaires, ainsi que par l'annulation de vols en raison de conditions météorologiques défavorables.

	<i>Écart</i>	
Transmissions	721,1	16,8 %

20. La baisse de la quantité de matériel et de pièces détachées achetées, en raison de la liquidation prochaine de la Mission, a entraîné une diminution des dépenses sous cette rubrique.

	<i>Écart</i>	
Informatique	320,9	19,3 %

21. Compte tenu de sa liquidation prochaine, la MINUBH n'a que partiellement remplacé son matériel informatique afin de réduire au minimum la quantité de biens devant être transférés à la Base de soutien logistique de Brindisi.

	<i>Écart</i>	
Services médicaux	61,1	38,3 %

22. Le solde inutilisé s'explique par le taux élevé de vacance (12 %) dans la police civile et la diminution des achats de matériel médical due à la liquidation de la Mission.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	(326,8)	(52,9 %)

23. Les dépenses supplémentaires sous cette rubrique sont essentiellement imputables au règlement des demandes d'indemnisation liées à l'accident d'hélicoptère survenu en septembre 1997 et aux pertes découlant d'opérations de change.

IV. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

24. En ce qui concerne le financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine, l'Assemblée générale devra se prononcer sur les points suivants :

a) L'affectation du solde inutilisé de 9 281 400 dollars relatif à l'exercice allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002;

b) L'affectation du montant correspondant aux autres recettes et ajustements relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2002, qui s'élève à 5 739 000 dollars, dont les intérêts créditeurs (1 994 000 dollars), les recettes diverses (602 000 dollars) et les économies réalisées sur les engagements d'exercices antérieurs ou montants résultant de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (3 143 000 dollars).
